Les élections municipales, pour quoi faire ?

Dimanche prochain aura lieu un rituel « démocratique » : quelques millions de bouts de papiers seront versés dans des boîtes, et après un second tour, cela déclenchera un jeu de chaises musicales dans certaines mairies… mais pas grand-chose d'autre ne changera pour l'immense majorité. Cependant, ces élections comme toutes les autres auront une signification politique. Comme depuis mai 2012 les bourgeois au gouvernement sont estampillés du logo à la rose, tout-e candidat-e sous l'étiquette PS a de gros risques de subir un recul. Ce recul sera un reflet de la colère – légitime – de la classe exploitée, cela fait une bonne raison pour nous d'être attentif. Plus que simplement attentifs, nous faisons campagne. Pourquoi ?

D'abord parce que les élections municipales sont une tribune pour nos idées. Après les présidentielles, ce sont les deuxièmes élections où la participation est la plus forte (l'abstention était tout de même de 35% en 2008 contre environ 20% en 1983). Le problème principal, au NPA, est de se mettre d'accord sur… l'utilisation à faire de cette tribune. La direction de notre parti a souhaité poursuivre son orientation : « *L'idée est de faire en sorte que s'exprime une opposition de gauche à la politique du gouvernement et du PS en général.* »[1] *Nous faisons comme si nous étions à peu de choses près sur la même ligne que toute force politique à gauche du PS, malgré quelques piques lancées discrètement. Les nombreuses listes d'union avec le PG ou le PC servent elles réellement de tribune révolutionnaire ? Lorsque le programme met en avant une « gestion responsable, économe » pour « favoriser l'installation de nouvelles entreprises* » (Avignon) ?[2] Présenter des listes avec des forces antilibérales, c'est se condamner à ne pas faire campagne sur notre programme anticapitaliste. Pire, nous ne pouvons pas ignorer que les mairies PC ou PG appliquent l'austérité, et il est donc pour le moins problématique qu'on fasse comme si il y avait un accord avec eux sur une ligne *« anti-austérité ».*

Les 90 listes sur lesquelles le NPA s'investit sont donc très hétérogènes (avec une majorité de listes « unitaires » avec des forces du Front de gauche). Le NPA est même présent à Poitiers sur une liste avec les Verts, qui participent au gouvernement… A l'opposé, le NPA Paris affiche bien plus clairement notre anticapitalisme :

> *« Ces mesures [déclinées pour Paris] s'inscrivent dans le cadre du programme politique du NPA : Luttons pour l'interdiction des licenciements, des créations massives d'emplois, le partage du temps de travail, l'augmentation générale des salaires et des revenus sociaux.* ***Afin que les richesses servent ces objectifs-***

> ***là, il faut exproprier les grandes entreprises, et fusionner les banques en un grand service public financier réellement au service des besoins de la population. Pour arracher cela, les travailleurs et les jeunes ne peuvent compter que sur eux-mêmes !*** »

Nous n'avons aucune opposition de principe aux listes unitaires. L'important est que celles-ci servent à renforcer notre message, déjà si peu audible, et non pas à le diluer. Nous aurions été par exemple en faveur de listes communes avec Lutte ouvrière si cela avait été possible. Mais LO a décidé de se présenter partout isolément, en reprochant à juste titre au NPA ses alliances à géométrie variable. LO semble revenue à sa politique électorale de 2001… après les flirts avec le PC et le PS en 2008. LO expliquait alors que « *Partout où il y a des listes unitaires avec des candidats de Lutte Ouvrière, en votant pour ces listes, vous voterez contre la droite.* » même si « *écarter la droite de la gestion d'un maximum de villes ne résoudra certes pas les principaux problèmes du monde du travail* ».

Faire l'effort d'expliciter ce qu'une révolution socialiste permettrait pour le quotidien des travailleur-se-s est important, y compris à l'échelle locale. De ce point de vue, la campagne de Lutte ouvrière, exclusivement nationale, se soucie peu de présenter des revendications saisissables. Mais prétendre apporter des solutions locales sans les lier à un mouvement révolutionnaire d'ensemble ne peut que semer des illusions. Les institutions locales sont autant au service du capitalisme que l'État central, et les marges de manœuvres sont encore plus réduites : les communes sont soumises aux prêts bancaires, aux dotations de l'État, à la concurrence avec d'autres communes (la délocalisation est très facile et donc une taxation unilatérale des entreprises encore plus chimérique)…

Le rôle de tribune ne se limite pas au moment de la campagne. Des élus anticapitalistes, comme les conseillers municipaux NPA[3] ou LO, peuvent être utiles. En particulier, en étant directement témoins de la logique capitaliste dans les délibérations, ils peuvent donner de précieux exemples à notre dénonciation des politiciens pro-capitalistes et autres faux amis. Il est cependant vital qu'un contrôle démocratique du parti sur les élu-e-s soit maintenu, pour contrecarrer la pression qu'ils/elles subissent. En effet, un-e élu-e anticapitaliste conséquent-e doit en permanence assumer d'être en contradiction, étant donné qu'il n'est pas possible d'être « constructif » dans l'austérité.

Obtenir des majorités et donc des postes de maires apporterait évidemment des contradictions qualitativement supérieures. Mais pour un parti anticapitaliste, ce genre de situation a toutes les chances de s'accompagner d'une dynamique de luttes généralisées. Notre combat, c'est de faire du NPA un outil politique pour ces luttes, capable de leur proposer un programme révolutionnaire global.

Nous appelons à voter anticapitaliste, c'est-à-dire pour les listes NPA ou pour d'autres listes anticapitalistes (notamment celles de LO) là où ce n'est pas possible.

---

[1] http://gauche.blog.lemonde.fr/2014/03/11/municipales-lextreme-gauche-a-la-peine/

[2] http://issuu.com/andre.castelli/docs/livret_a5_ac_v9

[3] Voir quelques bilans des 80 conseillers municipaux obtenus par le NPA aux municipales de 2008 : https://npa2009.org/node/38048

Julien Varlin, le 21 mars 2014